

Demande déposée le 31/07/2024 et complétée le 10/09/2024
et le 13/09/2024
Affichage récépissé dépôt de dossier : 31/07/2024

N° PA 042 279 22 M0005 M01

Par :	Monsieur BOUQUIN Jacques
Demeurant à :	47 MONTÉE DE COLLONGES 42170 ST JUST ST RAMBERT
Sur un terrain sis à :	47 MONTÉE DE COLLONGES 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT 279 250 AB 66, 279 250 AB 69, 279 250 AB 70
Nature des Travaux :	Modification mineure du périmètre du lotissement, augmentation de la surface attribuée au lot 5, mise à jour du plan de composition et du plan des travaux, modification et actualisation du projet de règlement, mise à jour du tableau de répartition de la constructibilité

Le Maire,

Vu la demande de permis d'aménager modificatif présentée le 31/07/2024 par Monsieur BOUQUIN Jacques,

Vu l'objet de la demande :

- pour Modification mineure du périmètre du lotissement, augmentation de la surface attribuée au lot 5, mise à jour du plan de composition et du plan des travaux, modification et actualisation du projet de règlement, mise à jour du tableau de répartition de la constructibilité
- sur un terrain situé 47 MONTÉE DE COLLONGES

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le décret N° 2016-6 du 05/01/2016 portant à 3 ans la validité de l'autorisation,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

Zone : U2

Vu le permis d'aménager n° PA 042 279 22 M0005 accordé le 23 septembre 2022,

Vu l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) densification n° 22 annexée au PLUi,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - Service Voirie en date du 29/08/2024

Vu la consultation de Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau en date du 02/08/2024

A R R E T E

Article 1 : Le présent Permis d'aménager modificatif est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2 : Les prescriptions mentionnées sur le permis d'aménager d'origine sont maintenues. Les prescriptions émises par Loire Forez agglomération - Service Voirie dans l'avis ci-joint devront être strictement respectées.

Article 3 : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis d'aménager initial.

SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT,
le 10 octobre 2024
Le Maire,
Olivier JOLY



Observations :

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.